



Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

43, boulevard de Magenta - 75010 PARIS - Tél. 01.53.38.99.99 - Fax.- 01.40.40.90.98 -
e.mail : direction@mrp.fr

Birmanie : le MRAP condamne le coup d'État militaire et affirme sa solidarité avec les forces démocratiques birmanes

Le MRAP condamne le coup d'État militaire qui vient de se dérouler en Birmanie. Quelle que soit la situation complexe d'un pays, un coup d'État militaire ne constitue jamais une réponse démocratique, bien au contraire cela ne fera qu'aggraver les violations des droits de l'homme déjà en cours.

Dans ce pays, l'armée conserve depuis longtemps un pouvoir considérable et détenait les ministères clés. Les élections de novembre dernier, même si elles se sont tenues dans des conditions difficiles, ont montré un échec total du parti lié à l'armée. L'intervention de celle-ci s'est déroulée alors que le Parlement issu de ces élections devait entamer sa première session ce lundi. Aung San Suu Kyi a été arrêtée et inculpée

Sa position face à l'armée a été ambiguë, notamment face au génocide à l'encontre des Rohingyas.

En 2017, l'ampleur de l'agression militaire a forcé plus de 700 000 Rohingyas à se réfugier au Bangladesh voisin pour fuir massacres, exécutions sommaires et viols perpétrés par les soldats birmanes. Mais les persécutions avaient commencé bien avant et ce n'est certainement pas le pouvoir militaire qui va ramener la paix et des conditions de vie décentes pour ce peuple persécuté.

Des résistances au pouvoir militaire se mettent en place, comme par exemple la grève des médecins et infirmières d'une quarantaine d'hôpitaux publics. Les militaires ont répondu en « *mettant en garde contre tout discours encourageant des émeutes* », cela constitue une annonce claire de la répression à venir à l'encontre de toute contestation du coup d'État. Une guerre civile menace la population.

Le MRAP adresse sa solidarité avec les forces démocratiques birmanes et demande au gouvernement français d'agir au sein des instances internationales pour aider à ramener la démocratie dans ce pays.

Paris le 7 février 2021